

USA/Sommet virtuel de la démocratie : Burundi et Rwanda pas invités

Voice of America, 09 décembre 2021 Sommet virtuel de la démocratie : une vingtaine de pays africains invités Le président des États-Unis, Joe Biden, accueille jeudi un sommet virtuel pour la démocratie qui réunira des dirigeants du monde entier, ainsi que des représentants de la société civile et du secteur privé.

L'objectif, selon Washington, est de "définir un programme affirmatif pour le renouveau démocratique et de s'attaquer aux plus grandes menaces auxquelles sont confrontées les démocraties aujourd'hui par une action collective". Un sommet en personne est prévu dans environ un an. Contre-attaquer l'autoritarisme Les organisateurs du sommet cherchent à renforcer la démocratie, se défendre contre l'autoritarisme, lutter contre la corruption et promouvoir les droits humains. Selon l'administration Biden, les dirigeants seront encouragés à annoncer "des actions et des engagements spécifiques en faveur de réformes internes significatives", conformément à ces objectifs. L'administration Biden a indiqué que des consultations de suivi seraient organisées au cours de l'"année d'action". Qui sera présent ? Plus de 100 pays ont été invités, dont des démocraties libérales, des démocraties plus faibles et même plusieurs États présentant caractéristiques autoritaires. Près d'une vingtaine de pays africains sont sur la liste des invités, y compris ceux qui ont une longue expérience des transitions démocratiques, comme le Botswana, la Namibie, Maurice, Sao Tomé-et-Principe ou le Cabo Verde. Le Nigeria et l'Afrique du Sud figurent également sur la liste. Le sommet se distingue aussi par les pays qui n'ont pas été invités : la Russie et la Chine ne figurent pas sur la liste. En Afrique, les absences notables incluent notamment le Rwanda, le Soudan, le Sud-Soudan, l'Éthiopie, le Maroc, l'Égypte, la Tunisie et l'Algérie. Le Burundi, le Gabon, la Guinée équatoriale ne sont pas non plus invités, ni la Guinée, le Mali et la Côte d'Ivoire. Les États-Unis, pays exemplaire ? pas si sûr Certains observateurs s'interrogent si les États-Unis ont la légitimité morale pour pouvoir accueillir un tel sommet. "Le bilan des États-Unis en matière de démocratie est tout sauf glorieux. La prise d'assaut du Capitole est encore fraîche dans la mémoire de tous", a déclaré le vice-ministre chinois des affaires étrangères, Le Yucheng. Pour la première fois, les États-Unis ont été qualifiés de "démocratie en régression" dans un rapport 2021 publié en novembre par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale. Le groupe de réflexion européen a fait reculer les États-Unis sur l'échelle de la démocratie, notant que le tournant historique s'est produit lorsque l'ancien président Donald Trump a remis en question sans fondement les résultats des élections de novembre 2020, ce qui a culminé avec la prise d'assaut du Capitole le 6 janvier par une foule de partisans enragés. Un pessimisme similaire sur la démocratie américaine se reflète dans un nouveau sondage de l'Institut de politique de la Kennedy School de l'université Harvard. Selon ce sondage, 52 % des jeunes Américains pensent que la démocratie du pays est soit "en difficulté", soit "en échec". Seuls 7 % d'entre eux estiment qu'elle est "saine". Selon l'administration, c'est précisément la capacité à reconnaître les imperfections et à les affronter de manière transparente - une force propre aux démocraties - que le sommet est censé mettre en évidence.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});